

# Un Témoignage Prophétique\*

Par Aimé Guertin \*\*

## I — ESSOR DE HULL

Mais si notre ville n'a pas connu un essor aussi rapide qu'Ottawa, son progrès n'en avait pas moins atteint jadis une allure qui pouvait à bon droit l'enorgueillir. Aussi longtemps que la forêt a pu fournir pins et épinettes pour alimenter nos immenses scieries, nous avons pu aussi progresser, maintenir nos positions. Puis la forêt s'éloignant sans cesse, faisant défaut, le bois de construction manqua et Hull se mit à déperir économiquement.

C'est pendant les heures les plus sombres de la dernière guerre que notre forêt proche s'épuisa ainsi. Un autre facteur vint s'ajouter à cette adversité, la conclusion de nouveaux traités de commerce internationaux qui nous ravissaient le marché anglais. Les unes après les autres nos scieries ferment leurs portes, jetant sur le pavé des milliers d'ouvriers, non seulement à Hull, mais encore à Ottawa, Arnprior, Pembroke, Aylmer, Deschênes, Hawkesbury, Rockland, Chelsea, etc. Ce fut pour nous le début des difficultés.

## L'ÉLECTRICITÉ

Cependant nous gardions confiance en l'avenir. N'avions-nous pas dans un rayon de 35 milles plus de 1 million en chevaux-vapeur d'électricité non harnachée? C'était de quoi sustenter une industrie colossale garantissant du travail à des dizaines de milliers d'hommes et faisant de Hull un des centres industriels les plus importants du pays.

Malheureusement, pour des causes dont je n'ai pas à faire l'analyse ici, ces riches ressources tombèrent entre les mains d'étrangers nullement intéressées au développement de notre région. Favorisés par un gouvernement mal inspiré, ces gens harnachèrent nos pouvoirs d'eau, construisirent des lignes de transmission par lesquelles elles transportèrent au loin le merveilleux fluide qui devait contribuer à notre prospérité, mais qui est allé assurer celle de centres sis à des centaines de milles d'ici. Cela se passait en 1926. Nous n'avions pas prévu cette exportation, je dirais cette condamnation voulue à l'exil de ce qui devait être pour nous une source de bien-être économique.

## LA GRANDE CRISE

Trois ans plus tard, soit en 1929, le monde est frappé d'une crise d'une gravité sans précédent dans l'histoire. Nous souffrions déjà du chômage à Hull. Oui, j'oserai affirmer que notre ville subissait déjà un chômage aigu et menaçant de durer, sinon de s'intensifier, indépendamment de la dépression qui est venue affliger tout le pays et l'univers entier. C'était la même chose d'ailleurs dans les localités voisines qui avaient toujours vécu de l'exploitation de la forêt maintenant épuisée.

La crise de 1929 est donc venue s'ajouter à nos malheurs. Il nous devint impossible de réagir. Les secours versés aux sans-travail par les gouvernants ne devaient rien régler. Nous réclamions des industries à grands cris, mais elles refusaient l'offre de notre hospitalité. Et nous n'avons pas su obtenir une seule industrie de guerre. Aujourd'hui, en 1940, la situation est critique, presque désespérée.

Le choix d'Ottawa comme capitale du pays, la disparition de notre industrie du bois sur une grande échelle, l'envol, voire le vol de notre électricité, la grande crise, sont les quatre grandes causes historiques qui expliquent notre stagnation industrielle, commerciale et démographique.



## II — BREF APERÇU DE NOTRE "ACTIF"

Dans le bilan d'une entreprise — et la constitution, l'administration et le développement d'une municipalité en est une — on commence toujours par dresser l'actif. C'est ce que nous allons faire incessamment pour Hull. Ce sera nécessairement incomplet. Je me contenterai d'énumérer les plus récentes innovations dont nous avons bénéficié, au cours d'une période relativement peu longue.

Il y a eu un notable changement dans l'apparence générale de la ville. On a pavé des milles de rues en ces dernières années. Des améliorations de tout genre ont été exécutées par le soin des autorités municipales: le redressement de la courbe de la rue Laurier, à l'angle de la rue de l'Hôtel-de-ville, le prolongement de la rue Principale, entre les rues St-Rédempteur et Montcalm, le remplissage du lac Minnow.

\* Extrait d'une plaquette intitulée *Conférence de M. Aimé Guertin sur les problèmes de Hull*. (Association des petits propriétaires de Hull, Ottawa, *Le Droit*, novembre 1940, 32 pages.)

\*\* Aimé Guertin fut député Conservateur du Québec pour le comté de Hull de 1927 à 1935 et représentant de Hull à la Commission de la Capitale nationale de 1959 à 1964. Ce bouillant personnage, ennemi juré de Maurice Duplessis, joua un rôle de premier plan dans les domaines social, économique et politique, à Hull et dans l'Outaouais.

Il y a eu l'aménagement du parc Brébeuf, dans le quartier Val-Tétreau; la transformation du fameux lac Flora en un beau parc d'amusement qu'on nomme maintenant du nom de Fontaine, à la mémoire d'un de nos éminents citoyens, pendant que l'autre parc (Brébeuf) commémore les fréquents passages à cet endroit de l'un de nos nombreux martyrs canadiens dans ses voyages au pays des Hurons, la terre de son généreux et héroïque apostolat.

On est à aménager le parc Jacques-Cartier, sur l'un des plus magnifiques points de notre rive outaouaise où s'élevait jadis l'une de nos grandes industries qui procurait le pain à des centaines de nos familles. Ce sera un splendide parc, sans doute, lorsqu'il sera entièrement terminé. Il nous rappellera tristement toutefois une perte industrielle de taille, voulue par les événements économiques.



Nous avons été dotés d'une école technique dont nous n'avons peut-être pas su encore tirer tous les avantages possibles. Nous avons un orphelinat, dont nous sommes civiquement fiers, et que nous voulons voir devenir plus grand, afin qu'il puisse loger tous les orphelins de la ville et des environs québécois. Une centaine de nos orphelins doivent être encore reçus à Ottawa, faute d'espace ici. Nous avons aussi depuis ces dernières années un sanatorium, institution destinée à combattre la tuberculose en nos milieux, et dont les bienfaits s'étendent déjà à la population de toute la région. N'oublions pas non plus notre Unité sanitaire, établie en 1939, qui fait oeuvre de prévention et de dépistage des maladies.

La fondation d'une nouvelle paroisse, sous le vocable de Ste-Bernadette, dans le quartier où les forces du mal opèrent sur une grande échelle, permet aux fidèles éloignés des autres églises de faire leur religion avec plus de facilité. Et une école s'est construite aussitôt dans cette paroisse pour l'accommodation des enfants.

Dans le domaine scolaire, nous avons institué un cours supérieur sur lequel nos pédagogues et nos commissaires fondent de belles espérances.

La nouvelle prison est certes un progrès, puisque l'ancienne est dans un état de vétusté et de délabrement tel qu'elle ne donnait plus à la population la protection requise contre les criminels et constituait pour les malheureux égarés appelés à y séjourner un lieu peu propice à leur retour dans le chemin du devoir. Nous avons également

obtenu un manège militaire que certains ont vu d'un mauvais oeil, tandis que d'autres le considéraient comme un mal nécessaire dans un monde sans cesse menacé par des chefs d'État avides de conquêtes, cruels et barbares. Nous avons aussi progressé notablement pour ce qui regarde la construction des routes régionales. Le redressement et le pavement d'une partie de la route Hull-Maniwaki nous incitent à répéter les démarches pour la continuation de pareils travaux. Le pavement de Hull à Luskville de la route Hull-Chapeau constitue une amélioration qui devrait se poursuivre. On vient d'accorder des contrats pour le parachèvement de la route Hull-Montréal. Personne n'a jamais pu comprendre

pourquoi cette route n'a pas été rendue, depuis longtemps, plus carrossable, afin de retenir ici un commerce dirigé vers l'Ontario, au détriment de toute notre région. La construction de la route Hull-Maniwaki-Senneterre mérite une mention toute spéciale. L'ouverture officielle doit s'en faire au cours de l'été. Cette route nous amènera sans contredit un commerce considérable, pour peu que nous sachions nous en emparer. J'en reparlerai tantôt. Du point de vue matériel, cet événement est le plus heureux qui se soit produit pour nous, tout probablement, depuis la construction de nos chemins de fer régionaux.

### III — LACUNES ET DÉFICIENCES

#### DOMAINE SOCIAL

Je l'ai dit: nous avons un orphelinat, mais il est trop étroit pour recevoir tous nos orphelins, dont une centaine doivent encore recevoir asile et abri dans la ville voisine, située dans une autre province que la nôtre. Nous n'avons pas d'hospice pour les vieillards. Est-ce convenable pour une ville de trente mille âmes, pour une région qui a le sens de ses responsabilités et qui revendique constamment ses droits? N'est-ce pas contraire au quatrième commandement de Dieu de délaisser ainsi nos pauvres vieillards, courbés sous le poids des ans, épuisés par l'effort et le travail, souvent minés par quelque mal? Il nous faut les voir prendre le même chemin que celui de tout un groupe de nos orphelins, le chemin de l'étranger. Ils finissent leurs jours hors de la terre aimée, dans une sorte d'exil de coeur rendu plus sensible par l'âge et la souffrance. La collectivité est aussi coupable d'une telle situation que l'individu refusant de recevoir chez-lui, ses vieux parents. Les cas sont sans doute moins nombreux aujourd'hui, à cause de la loi humanitaire des pensions de vieillesse, mais il reste tout de même les vieillards sans famille qui doivent se trouver un gîte quelque part.

#### DOMAINE ÉDUCATIONNEL

Sommes-nous un petit peuple sans histoire? On le dirait à parcourir la ville et la région. Sauf le monument Brébeuf et l'humble pyramide de cailloux qui marque, à un mauvais endroit du reste, la tête du premier portage des Chaudières, nous n'avons pas de monuments. Pourtant, les pages de notre passé sont remplies des noms et gestes glorieux de nos devanciers. Il ne m'appartient pas de vous faire l'énumération de ces noms et gestes non plus que celle des sites que le marbre ou la



pierre devrait marquer, pour l'éducation civique de nos jeunes et leur éducation patriotique. Il me suffira, pour bien vous convaincre de notre négligence sous ce rapport, de signaler que la construction du monument en mémoire de nos héros de la guerre de 1914-18 a été commencée il y a deux ou trois ans, au parc Jacques-Cartier, et qu'elle n'est pas encore terminée, alors que nous sommes entrés dans une nouvelle guerre il y a près d'un an. Partout ailleurs on a tenu à rendre hommage par un monument au moins convenable au souvenir de ceux-là qui ont consenti le sacrifice suprême pour ce qu'ils croyaient sincèrement être le prix de nos libertés. Des centaines de petites villes à travers tout le Canada ont leur monument de la Grande Guerre, y compris Aylmer et même Buckingham, à quelques milles d'ici. Mais à Hull, pour des raisons ignorées, probablement surtout par apathie, on n'est pas encore venu à bout d'une pareille entreprise.

Pourquoi cette attitude apathique à l'endroit de tout ce qui touche à l'histoire de notre région? Serait-ce possible que ce soit parce que nos premiers défricheurs, nos premiers bâtisseurs, que nos fondateurs n'étaient pas de notre race? Aurait-on poussé le fanatisme au point de ne pas s'occuper de rendre les hommages qu'ils méritent aux hommes braves et courageux qui ont les premiers dressés leurs tentes sur les bords de l'Outaouais, de la Gatineau et de la Lièvre, profitant ainsi de la conquête antérieure des Champlain, des Brébeuf, des de Lasalle? Va-t-on refuser d'honorer ceux qui par leur industrie et leur fortune ont su mettre en valeur, un peu à notre profit au moins, les immenses richesses naturelles de notre région, parce qu'ils étaient de sang anglais? Espérons que non.

#### BIBLIOTHÈQUE

L'un de nos véritables chefs formulait un jour cette douloureuse réflexion, fruit de ses observations, à savoir que les Canadiens français ne lisent pas. Il nous demandait de remarquer, sur les trains, dans les tramways, les autobus, les navires, que les nôtres ne lisaient que des journaux, magazines, romans, tandis que nos compatriotes anglais ou les Américains lisent des livres sérieux. Moi aussi j'ai souvent fait la même constatation et plusieurs d'entre vous peuvent également témoigner dans le même sens. Avez-vous jamais voyagé pour la peine à travers l'Ontario et les États-Unis? Vous y avez vu dans presque tous les villages un édifice imposant portant l'inscription "Public Library".

Hull, avec ses 30 mille âmes et plus, est le centre d'une importante et populeuse région. Hull qui devrait et voudrait être, de par sa position géographique et économique, le centre industriel, commercial et intellectuel de cette région n'a pourtant pas encore de bibliothèque publique. Et pour bien comprendre notre dépendance dans ce domaine, je n'ai qu'à penser à mes propres enfants qui sont abonnés, comme par charité, à la bibliothèque d'Ottawa, comme le sont d'ailleurs des centaines de jeunes hommes et de jeunes filles de Hull, de même que plusieurs adultes. Aussi bien est-ce encore dans la ville voisine que nos enfants doivent aller poursuivre leurs études secondaires, commerciales ou spéciales, faute de pouvoir trouver sur place les institutions éducationnelles qui les accommoderaient.

Je ne serai pas assez téméraire pour exiger chez nous toutes les institutions d'éducation supérieure qui nous manquent, non. Je crois avoir assez de

mesure pour me rendre compte que nous sommes trop pauvres pour entreprendre de nous en doter, pour le moment du moins. Nos taxes scolaires sont déjà trop élevées. Non pas que nos administrateurs soient très prodigues, mais nos valeurs en propriété foncière imposable ne sont guère considérables, et puis nous avons une forte population écolière, par suite de la fécondité de nos familles. Cependant, pour nous pourvoir d'une bibliothèque publique, point ne serait besoin de recourir à l'impôt prélevé par notre commission scolaire. Il suffirait de la volonté et de l'esprit d'entreprise s'inspirant d'un civisme de bon aloi. La générosité des citoyens et l'aide des gouvernements peuvent fournir l'édifice, tandis que tous ceux qui s'intéressent aux choses de l'esprit, de quelque pays qu'ils soient, se feraient un plaisir de garnir les rayons qui s'y aligneraient prêts à recevoir livres, revues, documents. Qui sait? Peut-être pourrait-on bénéficier de la fondation Carnegie.

#### COLLÈGE COMMERCIAL

Et que dire de l'absence chez nous de tout collège commercial? S'il y a quelque chose d'urgent et de réalisation relativement facile, c'est bien de combler cette grave et étonnante lacune. Pauvres compatriotes! Nous ne cessons de gémir sur notre état d'infériorité par rapport à nos compatriotes anglais, pour ce qui regarde le commerce et les problèmes touchant l'éducation de nos enfants. Nos dirigeants pouvaient avoir raison autrefois de nous orienter vers les professions libérales, alors que la plus grande menace qui planait sur nos têtes était celle de l'anglicisation. Mais aujourd'hui, nous autorisant des directives d'un patriote aussi orthodoxe que l'abbé Lionel Groulx, nous pouvons réclamer hautement de nouvelles orientations professionnelles pour les nôtres: le commerce, l'industrie, la finance, le génie, les sciences appliquées.

Le collège commercial de Hull devrait être mis en tête de la liste des progrès éducationnels à accomplir chez nous. Il profiterait au plus grand nombre de nos concitoyens en leur permettant d'aspirer, de se préparer à des situations autres que celles de bûcherons et de porteurs d'eau, de simples manoeuvres ou employés de boutiques. Qu'il soit une entreprise publique ou privée, nous devons favoriser l'avènement d'un tel collège de toutes nos forces. Et cela sans délai et sans égard à ceux qui pourraient en souffrir.

## COLLÈGE CLASSIQUE

Il se trouve sûrement des gens qui déplorent l'absence dans nos murs d'un collège classique. Ils auraient raison si nous n'avions pas le collège St-Alexandre, à Ironside, sous la direction des Pères du St-Esprit. Ce collège est bien nôtre et nous devons de plus en plus le considérer comme tel, en le favorisant autant que possible, et en aidant à son développement. Dans mon humble opinion, il suffirait de lui donner le nom de Hull comme adresse postale, pour qu'il soit reconnu nôtre. Et puis, qui sait si l'expansion de notre ville ne nécessitera pas un jour, selon la pensée de son fondateur lui-même<sup>1</sup>, l'élargissement de ses limites territoriales jusqu'au lieu même du collège. En attendant, nous devrions nous habituer à regarder ce collège comme notre propre institution d'enseignement secondaire.

## LE CIVISME

Au chapitre de l'éducation, il y a un autre sujet de primordiale importance, celui du civisme. Le civisme est nécessaire pour alimenter la fierté et stimuler le progrès d'une ville ou d'une région, comme le patriotisme est nécessaire pour assurer l'amour et la grandeur du pays. Qui osera prétendre que l'éducation civique se donne efficacement chez nous? Elle est pour ainsi dire inexistante. Cette lacune explique notre retard, voire notre recul, dans le domaine économique, ainsi que notre stagnation industrielle et commerciale. Nous pensons et agissons seulement en fonction de notre intérêt personnel et individuel immédiat. Nous souffrons d'un complexe d'infériorité combien néfaste, nous nous laissons éblouir et absorber par l'orgueilleuse capitale du pays, sise dans une province aux lois, coutumes, traditions et destinées différentes de celle à laquelle nous appartenons.

... instituons un cours de civisme dans nos classes afin que nos enfants apprennent leurs obligations envers la société au sein de laquelle ils vivent et dont ils seront demain les citoyens adultes. Un cours qui leur fera aimer davantage leur milieu, leur ville, leur intéressante région. Aimer davantage le sol hullois, la petite patrie hulloise, dont les bornes embrassent toute la vallée et le bassin des rivières Ottawa, Gatineau, La Lièvre, La Blanche, La Rouge, La Nation, La Coulonge. Un cours qui sera de nature à les attacher à cette petite patrie locale ou régionale, qu'ils ne voudront plus quitter et qu'ils s'employeront à rendre toujours plus belle, plus prospère et plus glorieuse.



## DOMAINE MORAL

Il y a dans notre ville et son voisinage immédiat une industrie qui a dépassé toutes les bornes de la raison et de la décence. Je l'appellerais l'industrie du cabaret. Je ne suis ni un moraliste ni un prohibitionniste. Je suis un père de famille, comme la plupart d'entre vous, et c'est principalement à ce titre que je me suis résolu à traiter de cette question, sachant que les parents soucieux de leurs devoirs sont anxieux de soustraire leurs enfants à l'influence délétère de l'atmosphère créée par le développement exorbitant d'un commerce qui fait la honte de notre ville. Je dirai tout haut ce que tous les braves gens pensent tout bas, réalisant bien ce à quoi je m'expose, mais prêt à toutes les réactions éventuelles, tellement je suis écoeuré de ce que je vois tous les jours et toutes les nuits, à ma propre porte, sur nos principales rues, et tellement je crains pour les mœurs de mes nombreux enfants.

Il y a aussi le véritable sens économique qui nous commande de protester et de travailler à mettre fin à ces abus scandaleux. Tous les hommes d'affaires qui sont libres de l'influence des maîtres de cette industrie aperçoivent clairement que la situation causée par la licence de ces établissements a été et reste un obstacle insurmontable à notre avancement général.

Maintes fois notre maire et nos échevins ont exprimé des protestations officielles contre des articles injurieux écrits sur notre ville et qui étaient inspirés par les manifestations de ce commerce éhonté que je suis à dénoncer. Ces articles ont paru dans des journaux étrangers. Maintes fois en ces dernières années nos autorités religieuses ont fait entendre leurs voix de

pasteurs, du haut des chaires de vérité, contre les abus et les scandales de l'industrie du cabaret, rappelant à la population les dangers moraux qu'elle constitue. Souvent nous avons entendu relater que des citoyens, de passage ailleurs, préféreraient s'inscrire dans les registres d'hôtels comme venant d'Ottawa, plutôt que de s'exposer aux quolibets et au mépris qui peuvent leur tomber dessus, en indiquant leur propre lieu de résidence. C'est à ce point que notre réputation est mauvaise.

Indiscutablement, nous souffrons d'une fort vilaine réputation. Nous en avons justement honte. Mais nous en sommes en partie responsables parce que nous tolérons chez nous les choses qui nous l'ont valu. Dieu merci! nous semblons nous réveiller et le récent sermon<sup>2</sup> du Rév. Père Curé de Notre-Dame de Hull paraît indiquer qu'on est fatigué de cette situation et qu'on va prendre les moyens de la faire corriger.

Qu'est-ce qui est à l'origine de tout ce mal? Vous le savez. C'est le nombre exagéré de nos débits de boissons alcooliques, leur ouverture presque toute la nuit, l'admission des femmes dans les établissements, en promiscuité avec les hommes, la transformation de bons hôtels en salles de danse, les "Floor Shows", les clubs de nuit. Ce ne sont pas tant nos gens qui fréquentent ces lieux que l'élément le moins désirable de la population de la province voisine.

Alors que 5 ou 6 bons hôtels et qu'une dizaine de tavernes suffiraient amplement chez nous, on en compte une quarantaine. Nous sommes dominés par les maîtres de cette misérable

industrie dont la puissance se fait sentir dans toutes les sphères de notre vie. Les spectacles de nuit sont fréquemment annoncés en pleines montres de notre rue Principale. Nous avons vu des groupements de citoyens se servir des actrices des clubs de nuit au profit d'une bonne oeuvre, les annonçant sur la scène et dans leurs programmes. On va jusqu'à organiser dans ces endroits, sous le patronage de hauts dignitaires, des parties de cartes et des thés pour des fins de charité. On amène, pour ces circonstances, nos femmes et nos jeunes filles dans ces lieux de débauche et de perdition, apportant ainsi à ces lieux comme une sorte d'approbation populaire et officielle.

Ces établissements sont les seuls à prétendre que nous sommes prospères. Que de nos meilleures familles nous désertent en nombre toujours grandissant, chaque année, afin de soustraire leurs enfants aux scandales de ce régime, cela ne les intéresse guère. Que les industriels et les financiers nous déclarent et nous répètent qu'ils ne peuvent songer à s'établir en notre ville tant que ces désordres ne seront pas disparus, ils nieront qu'il y ait quoi que ce soit de reprehensible chez eux et nous menaceront de jeter sur le pavé leur nombreux personnel.

Que quelqu'un mentionne le fait incontestable que la licence qui existe chez nous dans l'exploitation des "grills", cafés, clubs et hôtels est l'une des plus grandes entraves à l'industrie du bâtiment domestique et au progrès qui l'accompagne et le suit, ils nous opposeront tout de suite la somme des taxes qu'ils versent au trésor municipal.



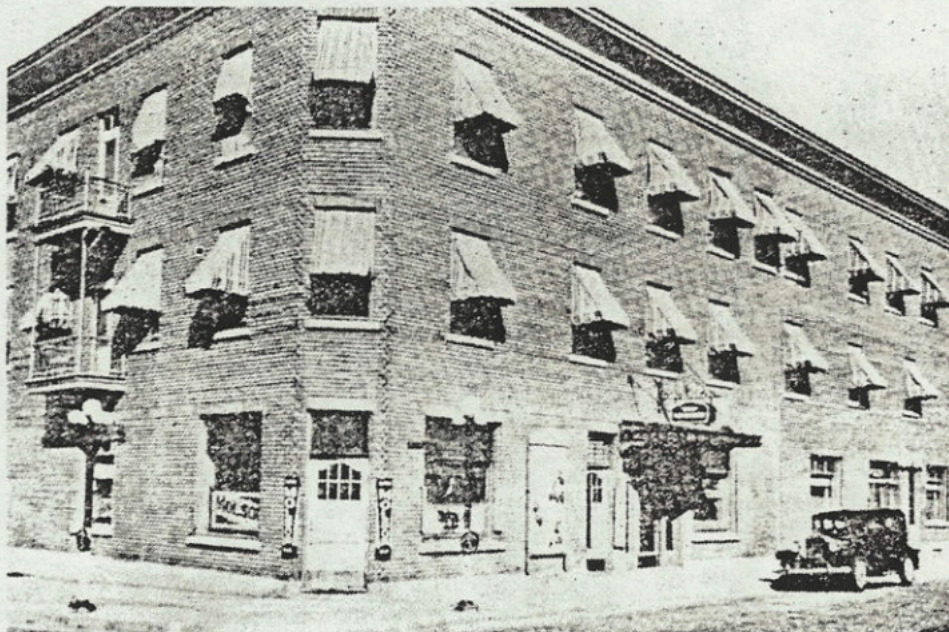
Bref, ce commerce malfaisant nous domine, nous écrase, nous étouffe. Il domine notre vie commerciale, sociale, municipale, provinciale. Il écrase celui qui ose lui susciter des annuis et des embarras par des appels à la raison; il étouffe toute initiative et tout progrès matériel, car le commerce et l'industrie légitimes ne veulent pas vivre à côté de lui et les gens qui n'ont pas d'attaches imbrissables à notre ville s'en éloignent, pendant que la plupart de ces boutiques de danse font de grandes dépenses pour s'agrandir. Dans ma paroisse seulement, trois de ces établissements ont plus que triplé le nombre de leurs sièges ou la superficie de leur parquet de danse depuis un an.

Le mal se continue sous nos yeux sans que nous lui fassions la moindre opposition. On semble trouver toute naturelle l'existence de ces nombreux rendez-vous de la fripouille. La pré-

sence de ces lieux, la réclame, l'éclairage et le bruit qui attirent l'attention sur eux constituent pour nos enfants un appel invitant. Et cela nous laisse indifférents. C'est Dumont qui a écrit déjà, que le plus grand scandale de son époque n'était pas que la canaille volât en plein jour, mais bien que les honnêtes gens trouvassent tout ordinaire qu'il en fût ainsi. Cette parole ne s'applique-t-elle pas, à nous en ce qui concerne le scandale occasionné par nos nombreux débits de boissons?

Messieurs les petits propriétaires, j'en appelle à votre intelligence: s'il est vrai que le commerce des alcools tel qu'organisé et régi chez nous est une source de prospérité, comment se fait-il donc que nous soyons si pauvres? Notre indigence générale est tellement notable que nous devrions écarter les craintes qui empêchent notre volonté d'agir dans le sens d'une épuration complète. Notre honneur nous le commande; notre devoir à l'égard de nos familles nous y oblige; le souci de notre bonne réputation nous l'impose, notre intérêt matériel bien compris le réclame.

La fermeture de certains de ces établissements n'entraînerait pas pour leurs propriétaires l'injustice que l'on croit. D'abord, les bénéficiaires considérables qu'ils en ont déjà retirés devraient compter comme indemnisation bien suffisante. Mais il y aurait moyen de prévenir toute perte d'argent pour ces personnes: vendre à une société immobilière qui convertirait leurs immeubles en habitations. La société donnerait des parts sociales en paiement des propriétés. Je vous montrerai mieux plus tard, en parlant de la question du logement chez nous, comment une telle entreprise se révélerait très profitable.



À tout événement, il faut que les abus et scandales du commerce des bois cessent ici, si nous voulons tirer notre ville du bourbier dans lequel elle est actuellement plongée. Si nous voulons attirer à Hull du commerce et de l'industrie additionnels, voir notre population s'accroître, il faut prendre les mesures nécessaires pour refaire notre réputation fort ternie. J'irai même plus loin: nous ne devrions pas hésiter un seul instant même à changer le nom de notre ville, tout comme le fait l'individu dont le nom a été souillé par quelque faute grave. Si Hull est synonyme de "Beer Town", si son nom évoque par tout le Canada l'image de la dissipation scandaleuse et de la débauche, vite changeons-le.

#### IV — POPULATION, CONSTRUCTION ET LOGEMENT

Voilà un domaine assez vaste et assez important pour faire le sujet exclusif d'une longue conférence. Ce n'est pas le désir qui me manquerait de l'étudier en entier. Malgré les connaissances particulières que je puis avoir en la matière, vu que je m'occupe d'immeuble, je me bornerai à une analyse générale du problème, laissant à d'autres le soin d'entrer dans plus de détails.

Donnons d'abord franchement les grandes lignes de la situation:

- a) Stagnation complète de la construction.
- b) Perte de leurs propriétés par des centaines de petits propriétaires depuis quelques années.
- c) Diminution du nombre de maisons.
- d) Dépréciation immobilière, l'évaluation municipale étant dans bien des cas le double de la valeur marchande.
- e) Exode de centaines de familles à Ottawa.
- f) Exode de nos enfants.
- g) Accroissement de population inférieur à l'augmentation naturelle, c'est-à-dire à l'excédent des naissances sur les décès.
- h) Résidence à Ottawa de centaines de nos principaux citoyens: commerçants, professionnels, industriels, fonctionnaires, commis.

Tableau encourageant, n'est-ce pas? Pourtant, vous savez qu'il n'est pas noir à dessein. Spontanément, vous vous demandez, je le vois sur vos figures, quelles sont les causes d'une pareille et si déplorable situation. Mes chers amis, elles sont nombreuses et il faut une forte dose de courage pour les exposer. Nous allons le faire ensemble dans un esprit constructif, mais aussi

sans nous illusionner quant aux difficultés qui nous attendent demain, lorsque nous déciderons de réagir.

Dans mon opinion, la première cause réside dans nos conditions morales et notre mauvaise réputation. En deuxième lieu, il nous manque trop d'établissements d'éducation. En troisième lieu, le niveau trop élevé des taxes par rapport aux services municipaux reçus: a) pas de service de vidanges; b) mauvaise eau; c) l'attrait d'Ottawa. En quatrième lieu, la commodité de se rapprocher de leur travail pour une foule de gens qui ne peuvent en trouver ici. Cinquièmement, coût plus élevé des permis d'automobiles. Sixièmement, pas de règlements de construction appropriés ou non-application des règlements existants. Septièmement, prix plus haut de l'électricité pour fins domestiques. Tout cela par rapport à Ottawa.

Nous avons une bonne chance d'attirer chez nous une certaine classe de citoyens, par le fait que nous n'avons pas d'impôt provincial ni municipal sur le revenu personnel. Mais si les journaux nous renseignent bien, cet avantage est en train de disparaître, puisqu'on nous informe que l'Assemblée législative, à sa présente session, doit imposer le revenu.

Je m'adresse ce soir aux petits propriétaires de la ville de Hull, à ceux de nos citoyens qui ont le plus d'attachement pour elle, parce qu'ils sont les plus concernés dans son avancement. Ils sont vivement intéressés à la réduction des taxes municipales et sco-

lares, comme dans l'amélioration des services éducationnels et municipaux. Il n'est pas besoin d'un gros effort mental pour saisir qu'une augmentation de population signifierait une augmentation de biens imposables. Il faudrait des maisons nouvelles pour loger les nouveaux venus. De là l'importance primordiale de supprimer les causes qui empêchent notre développement dans ce domaine. Je crois ferme aujourd'hui que nous devons abandonner l'idée d'un regain d'activité par l'industrie, puisque celle-ci nous fuit depuis 20 ans; je crois fortement que notre salut se trouvera dans le commerce et l'augmentation de la population.

Vous êtes-vous déjà arrêtés à considérer notre situation géographique par rapport au centre de la ville d'Ottawa? Tous les bureaux du gouvernement sont situés à dix minutes de trajet en tramway, par rapport à Hull, et à 15 ou 20 minutes à pied. Le fonctionnarisme fédéral donne plus d'emploi aux gens d'Ottawa et de Hull que toutes les autres industries ensemble, puisqu'on comptait, je crois, 13.000 fonctionnaires, avant la guerre, et que ce nombre a déjà augmenté considérablement et qu'il augmentera encore de milliers, prochainement, comme conséquence de la création de nouveaux services gouvernementaux. Pourtant, la construction de logements se fait dans les quartiers excentriques de la ville d'Ottawa, comme Ottawa-West, Westboro, Elmdale, Ottawa-South et Ottawa-East, autant de quartiers qui se trouvent à une demi-heure par tramway, des bureaux gouvernementaux où travaillent la plupart de ces gens.



Ne croyez-vous pas comme moi que c'est là une anomalie? Ne croyez-vous pas que la partie de Hull du District Fédéral projeté devrait être la plus active en construction de logements, puisqu'elle est plus à proximité de ces bureaux? Ne croyez-vous pas que nos gens demeureraient ici, que les étrangers viendraient se construire ici, si nous pouvions leur offrir l'atmosphère qu'ils réclament et les avantages qu'ils désirent?

Je viens de dresser un tableau très sombre de notre situation, en indiquant quelques-uns des facteurs qui l'ont créée et en formulant aussi des raisons d'espérer. Réfléchissons sur les causes de cette désertion et de cette stagnation et prenons la résolution bien ferme de travailler individuellement et collectivement à les faire disparaître, et je vous promets, messieurs, que d'ici dix ans, vous ne reconnaîtrez plus votre ville, qui aura repris sa place parmi les villes progressives et heureuses de notre pays. Il faudra évidemment recourir à une foule d'initiatives pour laver les souillures sur notre nom. Comme directives, bien incomplètes, je me permets de présenter humblement celles qui suivent:

#### SUGGESTIONS:

a) Appliquer rigoureusement et sans favoritisme les règlements de construction, qui doivent être rendus plus rigides, si nécessaires.

b) Poursuivre, jusqu'à acceptation officielle et application pratique, l'idée merveilleuse préconisée par monsieur Josaphat Pharand depuis bon nombre d'années, celle d'un amendement à notre charte en vue d'accorder des exemptions de taxes de trois ou quatre ans sur toute nouvelle résidence, exemptions qui sont consenties à Ottawa sous certaines conditions. Si cette idée avait été acceptée lorsqu'elle fut formulée par monsieur Pharand, il y a dix ans, nous aurions probablement aujourd'hui des centaines d'habitations nouvelles et modernes, qui nous aideraient à pourvoir au service de notre dette municipale et à soutenir nos services municipaux, puisque la période d'exemption serait maintenant finie.

c) Notre ville devrait avoir un budget de publicité suffisant pour induire les gens d'Ottawa, surtout les nouveaux qui y arrivent présentement par centaines, tous les mois, à venir se construire ici, à venir partager notre vie commune. Il s'agit de publicité par les journaux, par des panneaux-réclames, par des lettres et contacts individuels.



Elle serait faite par un employé spécial, payé à même ce budget spécial. Évidemment, il faudrait commencer par supprimer tous les obstacles que j'ai mentionnés. Il serait ensuite facile pour ce publiciste de faire valoir les nombreux avantages qu'il y aurait pour ces personnes à élire domicile à Hull.

#### DOMAINE COMMERCIAL

Je m'excuse tout de suite, car j'ai un autre tableau sombre à broser. Il s'agit de notre situation commerciale. Quelle est-elle? Celle-ci:

- a) Pas un seul véritable magasin de gros.
- b) Pas un seul bureau d'affaires nationales.
- c) Pas de bureau central de messagerie.
- d) Pas de bureau d'échange téléphonique.
- e) Pas un seul courtier en douanes.
- f) Un seul grand magasin de détail (avec un autre en construction).
- g) Un seul bureau de société d'assurance-vie.
- h) Sauf pour l'épicerie, la charcuterie et la gazoline, 75% de notre commerce de détail va à Ottawa.
- i) Ce qui reste de magasins passe rapidement aux mains d'étrangers non-résidents.
- j) Menace d'une taxe de vente.
- k) Le commerce de Gracefield et de Maniwaki dirigé à Mont-Laurier.
- l) Presque pas de commerce avec Pontiac, dont Hull est cependant par nature le centre commercial, politique et géographique.

Messieurs les petits propriétaires, vous comprenez, n'est-ce pas, que lorsqu'il se fait beaucoup de commerce, il se dépense beaucoup d'argent, il se perçoit beaucoup de taxes, il se fait plus de travaux, autant de choses dont vous bénéficiez directement. Comment se fait-il que nous soyons devenus les vassaux de la ville d'Ottawa en matière commerciale? Ah! j'entends l'explication d'une foule de gens qui jugent d'une façon superficielle. Nous sommes trop près d'Ottawa. Sans doute, cette proximité nous cause un tort considérable, mais devons-nous pour cela abandonner tout espoir de reprendre la place que nous occupions il y a 25 ans, alors qu'il se faisait ici, deux fois, cinq fois, peut-être dix fois le commerce de détail qui se fait présentement? Allons-nous nous asseoir en nous avouant vaincus et nous laisser ainsi aller à la dérive au gré des circonstances et des événements, comme une épave, sans boussole et sans réaction? Ou bien allons-nous réagir vigoureusement et, par des directives provenant de la lumière du passé et de l'expérience, par une volonté commune, forte et irrésistible, prendre en main nos propres destinées, secouer notre apathie, notre individualisme et notre égoïsme, nous mettre à l'oeuvre immédiatement afin d'abattre et de vaincre les obstacles qui peuvent se dresser sur cette nouvelle route où nous invitent le progrès, la prospérité et l'honneur?

Et encore si c'était tout. Mais ne voilà-t-il pas que nous sommes menacés maintenant d'une taxe de vente<sup>3</sup>! Pouvez-vous prévoir les conséquences désastreuses pour notre commerce local d'une telle taxe, inexistante qu'elle serait chez nos concurrents d'Ottawa? Il est peut-être trop tard pour faire toute l'opposition nécessaire à ce projet, pour pouvoir convaincre les autorités compétentes que Hull doit faire exception dans ce cas particulier. Des démarches tentées récemment par la Chambre de Commerce locale n'ont pas été prises au sérieux par certaines de ces autorités et par conséquent elles ont été abandonnées. Si cette législation inclut notre ville, quelqu'un portera pour toujours une bien lourde responsabilité. Ce ne sera pas moi ni la Chambre de Commerce. Il ou ils ne seront jamais jugés trop sévèrement. Mais même ce coup nouveau ne pourra pas nous être mortel, si nous voulons sortir de notre torpeur.

#### HEURES DE COMMERCE

Une fois ces deux importantes améliorations obtenues, j'inclinerais alors à permettre l'ouverture de nos magasins le soir. J'entends de suite les fortes objections d'une partie de notre population, et peut-être même de marchands, mais je prie ceux-là d'attendre un peu que j'aie exposé mes arguments et de les étudier sérieusement avant de conclure définitivement.

N'oublions pas cette proposition: "If you build a better mouse trap than your competitor, people will travel miles to buy it". Nous pouvons l'appliquer à notre cas. Il s'agit de procurer au public un avantage que nos concurrents d'Ottawa, qui sont en train de nous ruiner commercialement, ne peuvent lui offrir, et cet avantage, c'est l'ouverture de nos magasins le soir. Cela permettrait à des milliers de gens qui n'ont pas le loisir ou le désir de faire leurs achats le jour, de pouvoir venir les faire ici le soir. Grâce à une campagne de publicité appropriée, bien des gens prendraient l'habitude du magasinage à Hull, dans les heures libres de la soirée, après la journée de travail de l'homme, qui garderait la maison pour envoyer sa femme ou qui se déplacerait lui-même. Messieurs, je suis convaincu que nous doublerions et triplerions nos ventes et le nombre de nos établissements commerciaux dans très peu de temps, si nous adoptions cette initiative en y ajoutant les compléments opportuns.

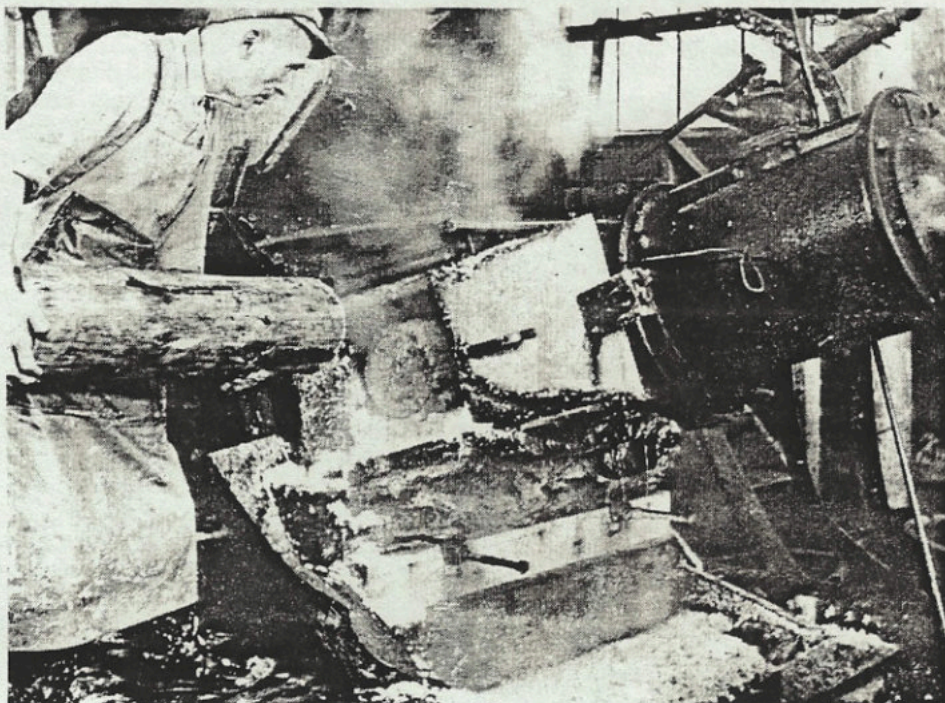
#### V — DOMAINE INDUSTRIEL

Encore un tableau peu encourageant, mais c'est le dernier, et pour cette raison, vous allez me souffrir encore, je le crois bien. Notre industrie se meurt, comme je l'ai dit précédemment. Elle s'est mise à périliter surtout après la dernière guerre, quand les nouveaux traités commerciaux entre l'Angleterre et la Russie chassèrent

notre bois du marché anglais avec cette conséquence que nos scieries de Hull et de la région durent fermer leurs portes les unes après les autres. Depuis, sauf deux allumières, la Lucerne Cheese, la European Novelties (et ce qu'il y a sur le boulevard des "tanks", si on peut appeler cela une industrie), pas une seule industrie n'est venue remplacer les scieries Booth, Eddy, Gilmour et autres. La Beaver Company a été démolie tout comme l'affinerie de nickel à Deschênes. Le bureau-chef de notre plus importante industrie est à Ottawa, quoiqu'elle ait sa production chez nous. N'est-ce pas que tout cela est désolant? On se croirait dans un cimetière. Pourquoi, mais pourquoi? Est-ce que les dieux de la destruction et de la mort se sont tous ligüés contre nous? Cherchons encore et nous trouverons que ces dieux, la chance, ou le destin, sont moins responsables que nous-mêmes de ces calamités, du moins de certains événements.

Pensez à toutes les causes que j'ai exposées antérieurement pour expliquer notre stagnation dans d'autres domaines. Appliquez-les au domaine industriel et vous saurez à quoi vous en tenir. Ajoutons-y au moins deux raisons qui ont une grande importance. Premièrement, le fait que nous taxons la machinerie dans la province de Québec, contrairement à la pratique ontarienne, et deuxièmement, l'abrogation assez récente de la loi autorisant les municipalités à accorder des exemptions de taxes aux industries.

Laissez-moi procéder par une illustration. John Smith est un industriel qui cherche à établir une industrie dans le Québec ou l'Ontario. Évidemment, comme vous et moi ferions, n'ayant aucune attache sentimentale, il choisira l'endroit qui réunit le plus d'avantages. Cet industriel veut d'abord de la main-d'oeuvre, des moyens faciles de transport, de l'électricité à bon marché et toutes les concessions possibles en matière de taxation. Pourquoi viendrait-il à Hull de préférence à d'autres endroits? Pour payer l'électricité moins cher? Non, puisqu'elle l'est plus qu'en Ontario. Pour une main-d'oeuvre abondante, laborieuse, honnête et compétente? Il y en a ailleurs aussi. Pour les facilités de transport? Elles sont plus avantageuses autour de Montréal et de Toronto. Si pour des raisons de marché ou de proximité de la matière première il préférerait la région d'Ottawa et de Hull, pour quelles raisons viendrait-il à Hull quand il aurait les mêmes avantages à Ottawa, en plus d'être exempt de taxe



pour la machinerie, qui dans bien des cas, représente une valeur plus grande que les bâtiments eux-mêmes.

Vous le voyez, messieurs, il faut de toute nécessité que nous réclamions l'abolition de la taxe sur la machinerie afin que le Québec offre aux industriels d'aussi bons avantages qu'Ontario, s'il veut avoir sa part. Il faut également, afin de décentraliser l'industrie dans la province, permettre à des villes qui se meuvent, comme la nôtre, d'accorder exemption de taxes à l'industriel nouveau. Il faut réclamer ces réformes maintenant, fermement, avec constance et unanimité. Je suis heureux de faire cette recommandation aux Petits Propriétaires de Hull, car un personnage éminent et officiel répondait à une délégation de la Chambre de Commerce, dont j'étais le porte-parole il y a quelques semaines seulement, et qui avait mission de réclamer de pareilles modifications à notre législation, qu'il s'objectait, parce que, disait-il, il faudrait augmenter la taxe des petits contribuables. Messieurs les Propriétaires, je qualifie cet argument de démagogique. Ne constatez-vous pas qu'il y a assez longtemps que nos hommes publics nous flattent et nous flagornent? Cette coutume de vouloir justifier tous ses actes et paroles par son amour pour les chers ouvriers nous a valu notre situation déplorable actuelle, qu'il est grand temps que nous changions. Nos 1,300 chômeurs constituent le témoignage vivant le plus éloquent de la faillite de ces méthodes et j'en appelle à votre intelligence: n'est-il pas mieux, même si vos taxes devaient augmenter quelque peu, ce qui ne doit pas nécessairement arriver, n'est-il pas mieux d'accorder des faveurs aux industriels qui voudraient venir chez nous, et d'obtenir ainsi du travail régulier? Cela vous permettrait de faire honneur à vos devoirs et à vos obligations, de garder vos propriétés, de les améliorer, d'augmenter votre bien-être et celui de votre famille. On soulagerait de beaucoup la liste des secourus. Ce serait bien mieux que de continuer de dire que les gros doivent payer comme les petits, en continuant ainsi d'être privé d'industries.

Messieurs, cette question est peut-être la plus brûlante de toutes et elle relève de vous exclusivement. On dira peut-être demain que je suis devenu le protecteur des gros intérêts. Qu'on dise ce que l'on voudra, mais je sais où est l'intérêt des citoyens de la ville de Hull et je vous l'indique en m'exposant au jugement sévère, démagogique et injurieux des rivaux et des jaloux. Songez-

y sérieusement. Étudiez cette question, délibérez-en entre vous, car de votre attitude dépend l'avenir industriel de votre ville.

#### DISTRICT FÉDÉRAL

Si je vous parlais du district fédéral, est-ce que vous m'en voudriez? Ce projet fut soumis pour la première fois vers 1912. Notre conseil et l'élément canadien-français et catholique s'y opposèrent, prétendant que nous perdions nos industries ainsi que nos droits scolaires, civils et politiques. Disons d'abord que nous ne pouvons plus perdre des industries déjà disparues. Quant à la perte des droits mentionnés, laissez-moi répondre que la situation en 1940 est bien différente de celle de 1912. La législation créant le district fédéral sera ce que les intéressés voudront qu'elle soit. Aucun parlement ou gouvernement, quel qu'il soit, n'oserait bouleverser ainsi toute l'économie juridique d'une population sans son consentement. Nous sommes en pays britannique. D'ailleurs nos droits sont garantis par l'Acte de la Confédération, qui est un pacte conclu entre les provinces, pacte qui ne peut être modifié sans le vouloir des parties contractantes. La province de Québec est une de ces parties et elle contient la ville de Hull dans son territoire. On ne peut donc la lui enlever sans sa volonté. Et le Québec ne consentira jamais à nous perdre, à moins que nous le demandions, et nous ne le demanderions que si les conditions proposées nous seraient acceptables. C'est dire que nous avons le droit de poser nos propres conditions.

#### BAIE GEORGIENNE

Un projet que nous pourrions aussi remettre à l'actualité, c'est celui du canal de la Baie Georgienne. Je n'ai pas l'intention d'en parler longuement ce soir. Notons simplement qu'il est d'exécution bien plus facile que celui de la canalisation du St-Laurent. Il serait entièrement canadien, moins coûteux et provoquerait un développement merveilleux dans toute notre région. Comme on doit différer jusqu'après la guerre le projet de canalisation du St-Laurent, ce délai nous fournit le temps voulu pour lancer un mouvement de propagande en faveur du nôtre. Certains gros intérêts ne ménagent ni argent, ni mensonges, ni habile propagande pour réaliser leurs ambitions. Mais je me demande s'il n'y a pas aussi dans notre région assez de ces mêmes intérêts pour faire contrepoids, en faveur du canal de la Baie Georgienne. Reprendre ce projet est une

tâche énorme. Je ne me propose pas de m'y lancer moi-même, mais jeerais avec grand plaisir et satisfaction quelque autre s'y mettre. Chimère! diront quelques-uns. Soit. Mais tant qu'il y a vie il y a aussi espoir, et, puisque nous sommes presque au désespoir, qu'il nous soit permis de nous raccrocher à ce projet qui n'est pas définitivement classé et qui peut nous servir de planche de salut<sup>4</sup>.

#### ÉVÊCHÉ

Avec tout le respect que j'ai pour l'autorité religieuse, je me demande si elle reconnaîtrait aux laïques, si intimement impliqués dans un plus heureux avenir de la ville et de la région, le droit de parler d'évêché pour Hull? Si l'on dit que je devrais me mêler de mes affaires, on dira vrai, et je m'inclinerai d'avance avec soumission devant un tel jugement. Mais je prends le risque tout de même de passer pour un impertinent et je pose la question de savoir si ce ne serait pas opportun d'examiner attentivement cette proposition de l'établissement ici d'un siège épiscopal. Je le fais avec les meilleures intentions. Je sais que là où il y a un évêché, l'organisation civile, éducative et religieuse se complète en un clin d'oeil et provoque un progrès économique marqué. Il est permis, il me semble, de nourrir cette légitime ambition et de réveiller l'esprit civique d'une population vassale d'Ottawa. C'est pourquoi j'ose mentionner la chose, sans toutefois insister, laissant à ceux qui ont autorité de décider pour le mieux.

Mes chers amis, je viens de formuler tellement de suggestions que les timides se décourageront devant l'énormité du travail à accomplir. En effet, le programme a quelque chose de formidable. Et quoique je ne sois pas de ceux que le travail effraie, je sens bien qu'il serait à peu près impossible de trouver dans notre ville assez de bonnes volontés, de dévouement et d'esprit de corps pour lancer le mouvement de réforme avec la moindre chance de succès.



1. L'ancienne maison de Philémon Wright est enclavée dans le collège actuel. N.D.L.R. Aimé Guertin fait ici erreur. Il s'agissait de la maison d'Alonzo Wright-petit-fils de Philémon Wright.
2. Sermon prononcé par le R.P. Lévi Côté, o.m.i., curé de Notre-Dame lors d'une grande manifestation au Sacré-Coeur en juin, dans la paroisse St-Joseph de Hull cérémonie à laquelle assistaient des milliers de personnes. Le sermon a déclenché dans toute la ville une forte campagne de répression qui se poursuit encore.
3. La taxe provinciale de vente fut de fait décrétée quelques semaines plus tard.
4. Depuis cette conférence, le gouvernement fédéral s'est entendu avec les États-Unis pour un projet de défense commune des deux pays et a autorisé les travaux préliminaires de la canalisation du St-Laurent, dans sa partie internationale pour fin de production d'énergie électrique.

Achévé d'imprimé sur les presses de l'Imprimerie Gauvin en février 1986  
Printed by Gauvin Press in February of 1986

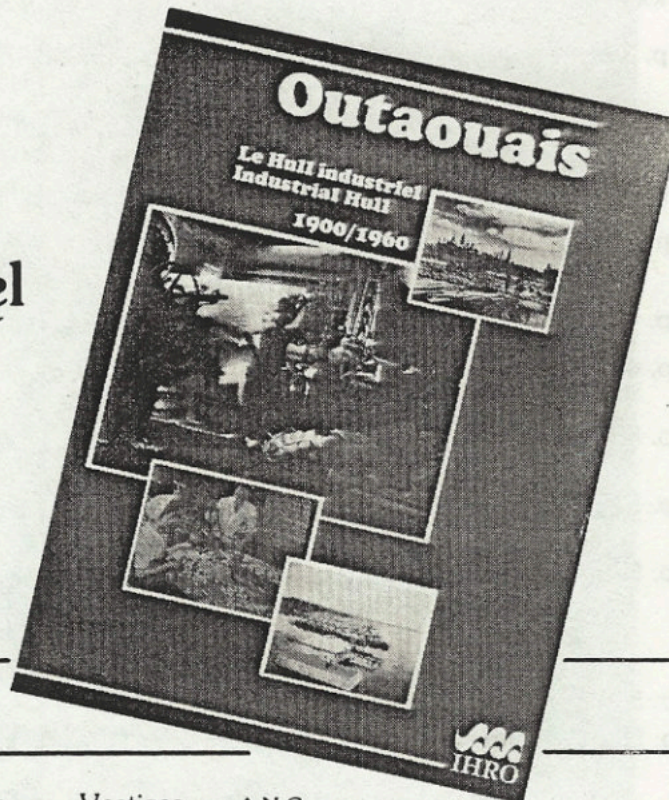
Tiré-à-part  
encarté dans l'édition 1988  
présentant

**Les références des illustrations  
de la revue Outaouais  
édition 1986 :**

**Le Hull industriel**

Certain-e-s lecteur-e-s nous ont émis un commentaire concernant l'absence de références pour les illustrations de la précédente parution. Nous profitons donc de l'occasion pour offrir à nos fidèles lecteur-e-s les informations suivantes reliées à la première parution.

Recherche produite par Pierre-Louis Lapointe



**Page couverture**

- 1 - Coin supérieur droit : scène de triage, cie E.B. Eddy vers 1960. A.N.C.
- 2 - Centre — Papeterie Eddy vers 1910. Cliotech Inc.
- 3 - Coin inférieur gauche : Canada Packers vers 1955. A.N.Q. Hull.
- 4 - Coin inférieur droit : quai de Hull et parc Jacques Cartier vers 1910. Cliotech

**Verso** — Camion E.B. Eddy vers 1910. E.B. Eddy.

- 3 : Au lendemain du «Grand feu» — scène de l'ancien Hull vers 1901. — Cliotech.
- 4 : Des trottoirs de bois à Hull vers 1920. — Cliotech Inc.
- 5 : Le pont Prince de Galles vers 1915. — Cliotech Inc.
- 8 : Vie de femme, à Hull, vers 1915. — Cliotech Inc.
- 10 : Le parc et les usines Eddy, avant le «Grand feu», vers 1898. — Cliotech Inc.
- 11 : Le «Grand feu», traversant vers Ottawa, 26 avril 1900. — A.N.C.
- 12 : Le Centre de Hull, avant le «Grand feu» de 1900. — A.N.C.  
Le feu de 1900. — A.N.C.
- 13 : Après le feu : ce qui reste du «LeBreton Flats» (1900). — A.N.C.  
Après le feu : vestiges du bureau de poste et Palais de Justice de Hull (1900). — A.N.C.
- 14 : Ce qui restait du pont des Chaudières (1900). — A.N.C.

- p. 15 : Vestiges. — A.N.C.  
Ruines. — A.N.C.
- p. 16 : Ancienne maison E.B. Eddy, site de l'Hôtel Plaza de la Chaudière vers 1898. — A.N.C.  
Revenant d'Ottawa, avril 1900. — A.N.C.  
Ruines de l'ancienne maison E.B. Eddy (1900). — A.N.C.
- p. 18 : Ruines, Hull, 1900. — A.N.C.
- p. 19 : Scène typique : maisons à pignons sur rue, surnommées «maisons hulloises» (1920) — A.N.Q. Hull.
- p. 20 : Maison «hulloise». — A.N.Q. Hull.
- p. 21 : Maisons «pignons-sur-rue». — A.N.Q. Hull.
- p. 22 : Char allégorique-syndicalisme, vers 1920. — Cliotech Inc.
- p. 23 : Travaux au Château d'eau, rue Papineau, vers 1920. — Cliotech Inc.
- p. 24 : Procession de la fête Dieu, à Hull, vers 1910. — A.N.Q. Hull.
- p. 25-2B : Sept photographies prises en 1950. «Creekside». — Archives ville de Hull.
- p. 29 : Vue générale des usines E.B. Eddy vers 1895. — A.N.C.
- p. 33 : Employés de la cie Pilon vers 1924. — A.N.Q. Hull.  
Hull  
Vue aérienne du parc Jacques-Cartier vers 1933.  
Fairchild Aerial Survey. — A.N.Q. Hull.
- p. 34 : Travailleurs dans une excavation près du Château d'eau de la rue Papineau, vers 1920. — Cliotech Inc.  
Travailleurs d'une petite scierie, à Deschênes, vers 1895. Exemple de travaux d'enfants. — A.N.Q. Hull.

- p. 35 : Vue générale des usines Eddy vers 1895. — A.N.C.
- p. 37 : La «Sulphite» de la cie E.B. Eddy, vers 1960. — A.N.Q. Hull.
- p. 41 : Vue aérienne des «Chaudières», vers 1960.
- p. 43 : Bureau-chef de la cie Hull Electric. — A.N.Q. Hull.
- p. 44 à 48 : Tramway de Hull Electric. — Raymond Langlois.
- p. 48 : (coin inférieur gauche) — Autobus du «Transport Urbain de Hull», en 1946.
- p. 50 : Intérieur de chez Woods à Hull, vers 1915. — A.N.Q. Hull.
- p. 51 : Caserne de pompiers et policiers, rue Leduc, vers 1910. — A.N.Q. Hull.
- p. 53 : Travaux près du Château d'eau de la rue Papineau, vers 1920. — A.N.Q. Hull.  
L'usine Woods vers 1910 : le patron. — A.N.Q. Hull.
- p. 54 : Devant le Hull Electric vers 1915. — Cliotech Inc.
- p. 55 : Intérieur de la cie Woods, vers 1910. — A.N.Q. Hull.  
Engin à vapeur utilisé dans la construction de routes.
- p. 57 : Intérieur de la cie E.B. Eddy. Fabrique d'allumettes, vers 1910 — E.B. Eddy.  
Une réunion de syndiqués à la Hull Iron & Steel.
- p. 58 : Royal Gauvin, typographe. — A.N.Q. Hull.
- p. 59 : Travailleurs de la Woods, rue Laurier. — Lise Waters-Bélanger.  
La «Mica» vers 1920. — Cliotech Inc.
- p. 60 : La «Mica» vers 1920. — Cliotech Inc.
- p. 61 : Chez E.B. Eddy. — A.N.Q. Hull.
- p. 63 : Famille inconnue. — A.N.Q. Hull.
- p. 64 : Famille du «Vieux Hull» vers 1915. — Cliotech Inc.
- p. 66 : Première école Ste-Anne, vers 1915. — Cliotech Inc.  
Au Monument Brébeuf, Val-Tétreau, vers 1940. — Cliotech Inc.
- p. 67 : Ancienne école Reboul, vers 1920.
- p. 68 : La famille idéale... À noter la mode de photographe ses enfants dans une échelle. — Cliotech Inc.
- p. 69 : Un «jobber» typique. — Le transport du bois. — A.N.Q. Hull.
- p. 71 : Travaux d'excavation le long d'une route. — Cliotech Inc.
- p. 73 : Un «camp» de bûcheron, vers 1940. — Cliotech Inc.
- p. 74 : À l'intérieur du Canada Packers vers 1955. — A.N.Q. Hull.
- p. 75 : Photographies des «Favelas» hulloise vers 1950. Cf article de la page 25. — Ivanhoé Charette.
- p. 77 : Des maisons «hulloises», pignon-sur-rue, vers 1940. — A.N.Q. Hull.
- p. 78 : De «vraies» hulloises, vers 1930. — Lise Waters-Bélanger.
- p. 81 : Ancien orphelinat Ville-Joie-Ste-Thérèse, boulevard Taché, vers 1960. — A.N.Q. Hull.  
Ancien Sanatorium St-Laurent, rue Pharand, à Hull. Aujourd'hui C.H. Pierre Janet. — A.N.Q. Hull.
- p. 82 : Une aide-infirmière, à Hull, vers 1930. — Lise Waters-Bélanger.  
Des gradués de l'École des Infirmières de l'hôpital Sacré-Coeur, vers 1930. — Cliotech Inc.
- p. 86 : Des enfants, la misère noire, et la colonisation... — Cliotech Inc.
- p. 88 : Les «chums». — Cliotech Inc.
- p. 89 : Un bar typique de Hull, vers 1940. — Cliotech Inc.
- p. 92 : Un coin du magasin Décosse, rue Wellington, à Hull, vers 1930. — Cliotech.  
Témoins de loisirs hullois d'antan, vers 1915. — Cliotech Inc.
- p. 93 : Un moment de «farniente», près de la rue Taylor, vers 1915. — Cliotech Inc.
- p. 94 : (coin supérieur gauche) : La fanfare du Collège Notre-Dame, à l'angle des rues Hôtel-de-Ville et Principale (Portage) vers 1960. L'hôtel Windsor-Duvernay en arrière-plan. — A.N.Q. Hull.  
(coin supérieur droit) : Le «Standish Hall»; ancienne résidence d'E.B. Eddy, devenue hôtel réputé de Hull, sur le site de l'actuel Hôtel Plaza de la Chaudière. — A.N.Q. Hull.  
Rue Eddy ou du Pont (Bridge) vers 1940. — A.N.Q. Hull.
- p. 95 : Aimé Guertin, vers 1935. — A.N.Q. Hull.
- p. 96 : Ancienne École Technique de Hull, rue Wright vers 1960. — A.N.Q. Hull.
- p. 97 : Au centre, Aimé Guertin, vers 1967. — A.N.Q. Hull.
- p. 98 : Un souper de la Chambre de Commerce, vers 1960. — A.N.Q. Hull.
- p. 99 : Aimé Guertin, un fin causeur, vers 1950. — A.N.Q. Hull.  
Ancien hôtel Interprovincial, sis à l'entrée nord du pont du même nom, vers 1935. — A.N.Q. Hull.
- p. 100 : Le secteur St-Raymond/Parc-de-la-Montagne, en gestation, vers 1961. À l'avant-plan, le tout nouvel Hôpital du Sacré-Coeur. — A.N.Q. Hull.
- p. 101 : Aimé Guertin, dictant... — A.N.Q. Hull.
- p. 102 : La fabrication de pâte «mécanique», à la cie E.B. Eddy, vers 1950. — E.B. Eddy.
- p. 104 : Une station service du vieux Hull, à l'angle Leduc et Frontenac, vers 1940. — Cliotech Inc.  
Un autobus du Transport Urbain, boulevard Taché, angle Eddy, vers 1966. — A.N.Q. Hull.

